

Un jeune sur dix en décrochage scolaire

ÉCOLE La Belgique dans la moyenne, mais les francophones sont moins bons élèves

► Près de 100.00 jeunes Belges sont sans diplôme et sans formation.

► Selon Itinera, le pays suit la moyenne européenne mais présente de grandes disparités socioculturelles et géographiques.

Abandonner ses études et quitter l'école prématurément équivaut à faire une croix non seulement sur son propre avenir, mais aussi sur celui de sa famille et de son pays. » Dans un récent discours à la nation, Barack Obama s'inquiétait vivement du décrochage scolaire et de ses conséquences socio-économiques. Pas étonnant que la citation figure aussi en ouverture du rapport sur ce sujet que viennent de dresser Kristof Dewitte et Deni Mazrekaj – professeurs à la KUL – pour l'Institut Itinera.

On parle de décrochage scolaire quand on mesure « la proportion des personnes de 18 à 24 ans qui ne possèdent pas de diplôme du secondaire supérieur et qui ne poursuivent plus aucune forme d'étude ni de formation » (selon la définition sur laquelle se sont accordées les autorités européennes). Des jeunes qui, pour la plupart, risquent davantage de venir grossir les files du chômage. D'autant plus inquiétant que, souligne Jean Hindriks, professeur d'économie à l'UCL et senior fellow chez Itinera, « il est aujourd'hui quasi impossible pour des personnes non diplômées du secondaire de trouver un emploi, depuis la crise de 2009 ».

1 L'objectif européen. Le rapport d'Itinera nous apprend qu'il s'agit d'un problème reconnu comme sérieux dans la quasi-totalité des pays occidentaux, qui se sont d'ailleurs donné plusieurs objectifs à atteindre en la

matière. Aux Etats-Unis, la volonté première est d'élever le taux de « diplomation » à 90 % d'ici 2020, « tandis que l'Union Européenne vise à limiter le taux moyen de décrochage à 10 %, en son sein », explique le professeur de l'UCL.

Si des pays comme la Roumanie, l'Italie ou encore le Portugal présentent un taux flirtant avec les 15 %, la Belgique n'est quant à elle pas forcément mauvaise élève, à première vue. Avec une moyenne de 9,8 % en 2014, le pays présente une nette diminution du nombre de jeunes en situation de décrochage. En effet, en 2000, le nombre d'élèves concernés était de 121.809, soit 13,8 %. Aujourd'hui, ils sont plus proches des 94.000.

Même si la baisse est à souligner, Jean Hindriks précise tout de même que « le taux stagne autour des 10 % depuis des années, maintenant. On a atteint le noyau dur ! ». Il lui paraît essentiel de continuer à lutter activement contre le phénomène.

2 Le paradoxe belge. Si à première vue la Belgique figure parmi les bons élèves européens, les chiffres cachent mal de sérieuses disparités régionales et sous-régionales. Prenons, pour commencer, les deux extrêmes : la province du Brabant flamand qui présente un taux de décrochage scolaire de 5,4 % en 2014. Pour la même année, la province de Liège culmine, comme la Roumanie ou le Portugal, à 15,2 %. Les données amassées par Eurostat soulignent aussi la contre-performance de Bruxelles-Capitale : avec un taux de décrochage de 14,4 %, elle surpasse la Wallonie de 1,5 point et « double la mise » par rapport à la Flandre.

3 Les filles plus « dociles ». Selon Itinera, si l'on isole la variable « genre masculin », l'objectif européen est loin d'être atteint. Et pour cause : les garçons sont bien plus nombreux à fuir le système scolaire que les filles (on compte 11,8 % jeunes

hommes belges en décrochage pour 7,7 % jeunes femmes). Un phénomène qui se répète d'une année à l'autre et qui se confirme à l'international. Analyse de Jean Hindriks : « Les premiers sont moins dociles et plus rebelles en période d'adolescence, c'est une donnée avec laquelle on doit compter lorsque l'on fait de la prévention. »

4 Le milieu socioculturel. Une constante dans le système scolaire : les inégalités sociales renforcent le risque de décrochage. Se basant sur les chiffres du dernier rapport McKinsey (2015), Jean Hindriks affirme

que les milieux présentant un indice socio-économique très faible sont davantage générateurs d'un risque de sortie prématurée du système scolaire : il est une fois et demie plus important chez les élèves issus de milieux défavorisés.

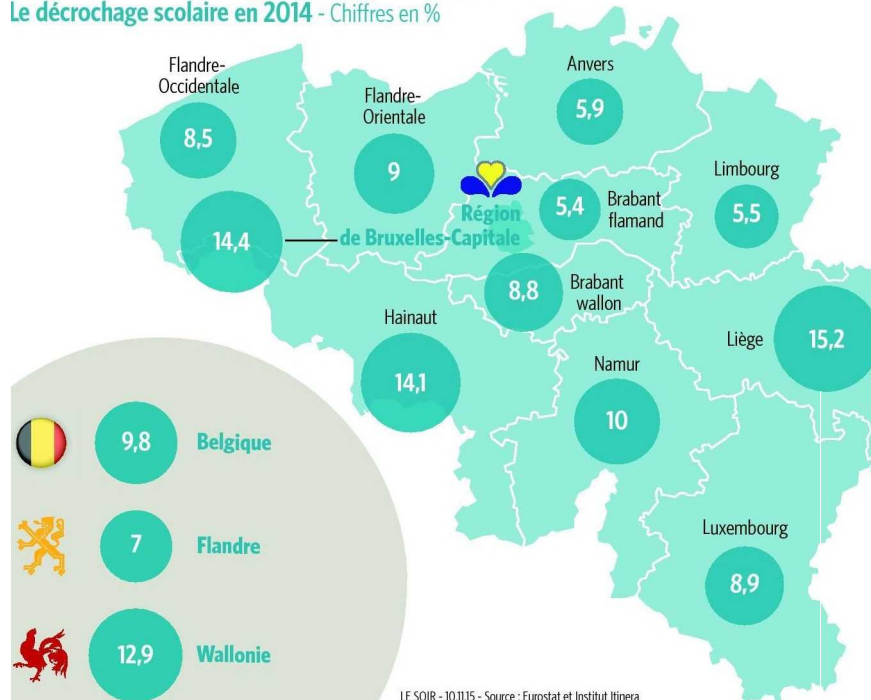
En outre, précisons que l'origine ethnique ou le retard scolaire accumulé influencent les données. « Les jeunes allochtones sont caractérisés par un plus grand risque de décrochage que les jeunes autochtones » (4,5 fois plus de « chances » de quitter l'école pour un jeune non belge non européen que pour un jeune Belge), disent Kristof Dewitte et Deni Mazrekaj. De même, près de 50 % de jeunes ayant accumulé plus de deux ans de retard scolaire sont concernés par le décrochage.

5 Recommandations. L'Institut Itinera assortit son rapport d'une série de recommandations à l'attention du système scolaire et du monde politique. Du genre : profs motivés, coaching individuel des jeunes, confiance dans les acteurs du terrain, et surtout, surtout, mise en place d'une détection précoce des facteurs de risque. Avec une conviction : « Chaque euro investi dans la lutte contre le décrochage se récupère plusieurs fois. » ■

VALENTINE ANTOINE
ERIC BURGRAFF

La province de Liège est la pire élève

Le décrochage scolaire en 2014 - Chiffres en %



Jean Hindriks « Il faut une détection précoce »

ENTRETIEN

Pourquoi la Flandre présente-t-elle de meilleurs résultats que la Wallonie ? Pour Jean Hindriks, senior fellow chez Itinera, c'est le résultat d'une politique active menée depuis plusieurs années.

Qu'est-ce que la Flandre fait mieux que la Wallonie ?

Elle organise une détection précoce des problèmes. Et qui dit détection précoce dit analyse fine de ce que produisent les acteurs scolaires. C'est ce que les Flamands appellent le *data pack* : chaque école reçoit un feedback régulier sur ses résultats, le décrochage éventuel de ses élèves... Ça permet d'impliquer les enseignants et les directions, ça permet surtout d'intervenir très vite dès qu'un

phénomène de décrochage est repéré. Les Pays-Bas vont plus loin encore en rendant publiques ces données, mais imposer cette mesure dans un libre marché scolaire comme le nôtre serait contre-productif. Par contre, en identifiant rapidement bonnes pratiques et facteurs de risque, on peut lancer des actions ciblées.

Faut-il maintenir à l'école des jeunes qui n'en veulent plus ?

Bien sûr que non ! La Flandre a mis au point le système « *leren en werken* » : elle passe des accords avec des employeurs pour placer en stage des jeunes en voie de décrochage scolaire. Grâce à une structure politique plus souple la coordination entre formation et enseignement est plus efficace qu'au sud du pays où ces compé-

tences se partagent entre Région et Communauté. Maintenir les jeunes à l'école coûte que coûte, leur offrir un diplôme au rabais, n'a aucun intérêt. Si le but à atteindre doit être identique, les pratiques pédagogiques pour y parvenir peuvent être différentes.

Des exemples ?

La France a ses « *Compagnons du devoir* ». On y apprend par le travail bien des choses enseignées à l'école : la perfection, l'excellence, l'ambition, le sens critique... Il existe beaucoup de bonnes pratiques dont on pourrait s'inspirer, il faut juste bien intégrer qu'on ne résoudra pas la question du décrochage scolaire en supprimant les évaluations. ■

Propos recueillis par
ERIC BURGRAFF